

Faksimil

*Étude comparée des institutions de formation des cadres dirigeants.
Déclaration d'intention en réponse à l'Appel d'offres Intelligence de l'Europe
du Ministère de la Recherche et de la Technologie,
Centre de Sociologie Européenne, Paris, avril 1990, 9 p.*

Projektskiss till en ansökan som beviljades. Inga författare anges men texten färdigställdes av Pierre Bourdieu, Monique de Saint Martin m.fl. medarbetare vid och kring Centre de Sociologie Européenne. Daterad "avril 1990". Faksimil av exemplar i det fysiska arkivet, med D. Broadys handskrivna marginalanteckningar

de SAINT MARTIN 1990-05
63.5.1990

CENTRE DE SOCIOLOGIE
DE L'ÉDUCATION ET DE LA CULTURE

54, BOULEVARD RASPAIL, 75270 PARIS CEDEX 06

TÉL. (1) ~~46 44 38 49~~
49.54.22.93.

[1990-05-03]

[Brev. fr. Monique
de Saint Martin
t. D. Broady]

Cher Gerald Broady,

Merci beaucoup pour votre lettre, pour votre note
très précieuse. Unic. l'exemplaire de papier que m'a
venez de m'envoyer. Le taxe ne devait pas excéder 15 F.,
ce qui explique qu'il n'était pas possible d'entrer dans le
détail de chaque situation.

Unic. l'auteur, vers 6/5 juin d. le projet a été rebâti
et je m'y tiendrai au courant.

Venez m'en dire plus bientôt?

En attendant de vos nouvelles, et en m'y tenant
encore beaucoup

Très cordialement o'm

Bilagd var projektstiss
"Étude comparée des institutions
de formation des cadres
dirigeants", CSE, avril 1990

Monique de Saint Martin

[1990-04-10] [Projektskiss för fallstudie
av Pierre Bourdieu,
Monique de Saint Martin et al]

CENTRE DE SOCIOLOGIE EUROPEENNE
54 boulevard Raspail
75270 Paris cedex 06
Tél. 49 54 20 95

DECLARATION D'INTENTION

en réponse à l'Appel d'offres Intelligence de l'Europe
du Ministère de la Recherche et de la Technologie

ETUDE COMPAREE DES INSTITUTIONS DE FORMATION DES CADRES DIRIGEANTS

Första sammankomsten, Paris 8-9 nov

8 nov närmast berörda forskare samlas CSE
vi ger en detaljerad presentation av sv. unders.

9 nov större sammankomst, Fondation Hugo, Bourdieu närvarar
vi talar en kvarts timme, ryktes.

Större samt forskare mll.

Monique Pingon talar om CSP i olika länder
Tema: jämförbart av elitlärover m m i olika länder
L'intelligence de l'Europe (rapporter)

Ge trälta M. de Saint Martin tid 6/11 (om är på på jobbet osv)

MSH betalar 3 dygn s faux frais

Vi ska gärna maktat oliva artikel

avril 1990

700 är professor supplément

[1990-04-10, s.d. - 2]

2

Ce projet précise celui qui avait été déposé par le Centre de sociologie européenne en septembre 1989 lors du premier appel d'offres "Intelligence de l'Europe". Le projet antérieur, qui avait retenu l'attention du comité scientifique, rappelait la vocation européenne du Centre et la large place qu'il a toujours faite aux échanges scientifiques internationaux et à l'analyse comparative. Parmi les diverses directions de recherches qui étaient mentionnées, le comité souhaitait voir définies avec précision certaines d'entre elles. Si l'ensemble des recherches qui étaient prévues et qui ne sont pas sans liens entre elles, devraient pouvoir progresser rapidement, le Centre se propose de porter un effort plus grand sur l'étude comparée des institutions de formation des cadres dirigeants dans un certain nombre de pays de l'Europe (y compris de l'Europe de l'Est) parce que cette recherche semble suffisamment avancée aujourd'hui pour qu'il soit possible d'envisager, à moyen terme, des résultats concrets et des premières synthèses.

Cette recherche, qui a sa logique propre, sera cependant remise en perspective avec les travaux qui sont menés parallèlement sur l'étude comparée des systèmes d'enseignement ainsi que sur les diverses configurations du champ du pouvoir et sur la position qu'occupent les intellectuels dans ce champ. En particulier, l'étude menée sur la condition des intellectuels en Roumanie constitue un cas de figure extrêmement intéressant pour penser le fonctionnement du champ intellectuel dans ses rapports avec le champ du pouvoir politique et le champ économique. Par ailleurs une recherche, actuellement en cours, vise à repenser le problème du "caractère national" à partir de la contribution que le système d'enseignement apporte à la reproduction des modèles d'accomplissement culturel et humain; la prise en compte des spécificités nationales dans la production des valeurs d'excellence scolaire devra permettre de compléter l'étude des cadres dirigeants.

Objectifs et problématique

L'intention majeure de la recherche est de construire la structure et les transformations du champ des institutions scolaires ou non scolaires (universités, écoles publiques et privées, cours ou stages dans les entreprises, etc.) formant les cadres dirigeants du secteur public ou étatisé (hauts fonctionnaires) et du secteur privé (cadres supérieurs de gestion, du commerce, des entreprises) dans plusieurs pays : Angleterre, France, Hongrie, Italie, Pays Bas, Portugal, Suède. On se propose d'étudier les modes de sélection ou de cooptation et de formation des cadres ainsi que les différents modes d'excellence dans ces différents pays où le système scolaire est doté de plus ou moins d'autonomie et lié de façon variable au système économique et au système politique. Il s'agit tout à la fois d'élaborer une histoire structurale de l'espace de ces institutions et une histoire structurale de la classe

[1990-04-10, s.d. - 2]

2

Ce projet précise celui qui avait été déposé par le Centre de sociologie européenne en septembre 1989 lors du premier appel d'offres "Intelligence de l'Europe". Le projet antérieur, qui avait retenu l'attention du comité scientifique, rappelait la vocation européenne du Centre et la large place qu'il a toujours faite aux échanges scientifiques internationaux et à l'analyse comparative. Parmi les diverses directions de recherches qui étaient mentionnées, le comité souhaitait voir définies avec précision certaines d'entre elles. Si l'ensemble des recherches qui étaient prévues et qui ne sont pas sans liens entre elles, devraient pouvoir progresser rapidement, le Centre se propose de porter un effort plus grand sur l'étude comparée des institutions de formation des cadres dirigeants dans un certain nombre de pays de l'Europe (y compris de l'Europe de l'Est) parce que cette recherche semble suffisamment avancée aujourd'hui pour qu'il soit possible d'envisager, à moyen terme, des résultats concrets et des premières synthèses.

Cette recherche, qui a sa logique propre, sera cependant remise en perspective avec les travaux qui sont menés parallèlement sur l'étude comparée des systèmes d'enseignement ainsi que sur les diverses configurations du champ du pouvoir et sur la position qu'occupent les intellectuels dans ce champ. En particulier, l'étude menée sur la condition des intellectuels en Roumanie constitue un cas de figure extrêmement intéressant pour penser le fonctionnement du champ intellectuel dans ses rapports avec le champ du pouvoir politique et le champ économique. Par ailleurs une recherche, actuellement en cours, vise à repenser le problème du "caractère national" à partir de la contribution que le système d'enseignement apporte à la reproduction des modèles d'accomplissement culturel et humain; la prise en compte des spécificités nationales dans la production des valeurs d'excellence scolaire devra permettre de compléter l'étude des cadres dirigeants.

Objectifs et problématique

L'intention majeure de la recherche est de construire la structure et les transformations du champ des institutions scolaires ou non scolaires (universités, écoles publiques et privées, cours ou stages dans les entreprises, etc.) formant les cadres dirigeants du secteur public ou étatisé (hauts fonctionnaires) et du secteur privé (cadres supérieurs de gestion, du commerce, des entreprises) dans plusieurs pays : Angleterre, France, Hongrie, Italie, Pays Bas, Portugal, Suède. On se propose d'étudier les modes de sélection ou de cooptation et de formation des cadres ainsi que les différents modes d'excellence dans ces différents pays où le système scolaire est doté de plus ou moins d'autonomie et lié de façon variable au système économique et au système politique. Il s'agit tout à la fois d'élaborer une histoire structurale de l'espace de ces institutions et une histoire structurale de la classe sg fa

[1990-04-10, sid. 3]

3

dirigeante, et plus précisément de la position des cadres dirigeants dans le champ du pouvoir. Ce dernier est tout à la fois un champ de forces qui est défini dans sa structure par l'état du rapport de force entre des formes de pouvoir ou des espèces de capital différentes et un champ de luttes pour le pouvoir entre détenteurs de pouvoirs différents (1).

Les recherches sont très inégalement avancées dans les différents pays : en France et en Suède, on peut d'ores et déjà s'appuyer sur les résultats de vastes enquêtes sur le champ des institutions d'enseignement supérieur dans son ensemble menées au Centre de sociologie européenne d'une part, à l'Institute of Education de Stockholm d'autre part et une recherche sur les écoles d'application de la fonction publique est en cours de réalisation au Centre de sociologie européenne; en Angleterre, une recherche vient de commencer sur les étudiants des cours de "business studies" dans les Ecoles polytechniques; en Italie, la recherche sur le sous-champ des écoles de gestion à Milan est à ses débuts; en Hongrie, il existe plusieurs projets d'étude sur les différentes fractions de l'élite et un recensement des institutions de formation des "managers" est en cours; au Portugal, il n'existe pas encore de recherche dans ce domaine et il est nécessaire de commencer par repérer les différentes institutions, etc.

Suède 0

On se propose de définir une problématique commune et un ensemble de questions précises, puis d'étudier en fonction des données déjà réunies et des moyens disponibles, la manière la plus adéquate de répondre à tout ou partie de ces questions. Il ne s'agit donc pas de répéter la même enquête avec les mêmes questionnaires dans les différents pays concernés mais d'élaborer un ensemble d'hypothèses et de rechercher les moyens de les vérifier et de les préciser les plus adaptés à chaque situation, en associant des chercheurs ou des équipes de recherche des différents pays, ayant des affinités intellectuelles et des intérêts scientifiques communs, et entre lesquels se sont instaurés depuis plusieurs années des échanges continus et approfondis.

Le réseau de chercheurs engagés dans ce projet sera composé de Derek M. Robbins, Polytechnic of East London pour l'Angleterre, Remi Lenoir et Monique de Saint Martin, Centre de sociologie européenne pour la France, Ivan Bajomi, Institut de sociologie de la Faculté Eotvos Lorand pour la Hongrie, Grazia Scarfo, inscrite en doctorat à l'Ecole des hautes études en sciences sociales pour l'Italie, Johan Heilbron, Université d'Amsterdam pour les Pays-Bas, Maria Eduarda Cruzeiro, Gabinete de Investigacoes sociais pour le Portugal, Donald Broady et Mikael Palme, Institute of Education pour la Suède et sera coordonné par Monique de Saint Martin.

Ce réseau pourra par la suite être élargi à d'autres groupes ou équipes de recherche. On se propose en particulier d'étudier la possibilité d'étendre la recherche à l'Union

1- P. Bourdieu, La noblesse d'état. Grandes écoles et esprit de corps, Paris, Editions de Minuit, 1989.

[1990 - 04 - 10. sig. 4]

4

soviétique lors des séjours d'études et de recherches que réaliseront au CSE à partir de l'automne 1990 Valeri Golofast, de l'Institut de sociologie de l'Académie des sciences, qui a mené des recherches sur les transformations de la structure sociale en URSS et Natacha Chmatko de l'Institut de sociologie, et à la Roumanie où Mihai Dinu Gheorghiu pourrait entreprendre une recherche si la conjoncture politique et économique le permettait.

Des échanges seront parallèlement développés avec des chercheurs ayant entrepris des études sur le champ du pouvoir, en particulier avec Jaap Dronkers, du Département de sociologie de l'Université de Tilburg qui a mené une étude sur le patronat aux Pays Bas, Beate Kraiss, du Max Planck Institut à Berlin qui coordonne un ensemble de travaux sur les relations entre les intellectuels et les syndicats ainsi que sur les cadres, Gyorgy Lengyel, de l'Université d'économie politique de Budapest qui a travaillé sur l'histoire sociale du patronat en Hongrie et se propose de réaliser une étude sur les cadres employés au sein des entreprises, Monique Pinçon-Charlot et Michel Pinçon qui ont mené au Centre de sociologie urbaine des recherches comparatives sur les différents modes de construction et de découpage des catégories socio-professionnelles dans plusieurs pays européens et sur les hauts fonctionnaires, Anne-Catherine Wagner qui mène une recherche sur les cadres des firmes multinationales.

Les échanges se poursuivront aussi sur ce projet avec des chercheurs de pays non européens, en particulier avec des chercheurs algériens : Mustapha Haddab, de l'Institut de psychologie et de sciences de l'éducation de l'Université d'Alger qui a entrepris une étude des transformations de l'université algérienne et de la classe dirigeante en Algérie; sénégalais : Boubacar Niane qui mène une recherche d'histoire sociale et de sociologie sur la constitution du champ des grandes écoles et du champ de la classe dirigeante au Sénégal; brésiliens : Maria Rita Loureiro Durand, de la Fondation Getulio Vargas à Sao Paulo qui mène une recherche sur les économistes et le champ du pouvoir au Brésil, Carlos Martins, de l'Université de Brasilia qui a réalisé une étude des écoles privées de gestion à Sao Paulo.

Le développement du secteur privé et le succès plus ou moins récent des écoles de gestion dans les différents pays étudiés, ne doivent pas faire croire à une homogénéité des situations et des formations. La position du système scolaire parmi les instances de reproduction de la classe dirigeante varie fortement d'un pays à l'autre : elle paraît par exemple moins assurée en Suède où les futurs cadres de gestion vont très fréquemment faire des études d'au moins un an dans un collège aux Etats Unis et où la réussite professionnelle peut dépendre des liens établis avec des organisations de jeunesse, des organisations syndicales de la Social-Démocratie ou du passage par une formation d'officiers de l'armée qu'en France où le passage par les grandes écoles n'est sans doute pas une condition suffisante mais tend à commander de plus en plus étroitement l'accès aux postes de direction aussi bien dans les

[1990-04-10 sid. 5]

5

entreprises que dans le secteur public.

Sans prétendre dresser dès maintenant l'inventaire des questions qui seront abordées et auxquelles on tentera d'apporter des réponses, on peut au moins présenter ici quelques questions ou directions de recherche qui seront privilégiées et qui seront discutées et précisées au cours d'une première réunion du groupe des chercheurs engagés dans le projet, qui devrait se tenir à Paris à l'automne 1990.

-Comment sont désignés dans les différents pays ceux qu'on appelle en France les "cadres"? En Suède, les "tjänstemän" ^{ordet "cz dres"} englobent tous ceux qui ne sont ni ouvriers ni patrons; un professeur, un médecin salarié, le manager ou le comptable d'une entreprise sont tous des "tjänstemän" et il n'existe pas d'équivalent direct des cadres. En Hongrie, le mot "cadre" avait, comme dans la plupart des "démocraties populaires", une forte connotation politique; les trois premières définitions données à ce mot dans le Grand dictionnaire de la langue hongroise font apparaître que la loyauté politique envers le système social et la loyauté envers les détenteurs effectifs du pouvoir étaient considérées comme des caractéristiques fondamentales ou des qualités inhérentes du cadre. Ces premières remarques conduisent à s'interroger sur les possibilités et les conditions de la comparabilité de situations si différentes dès la délimitation même de l'objet de recherche.

-Que signifie la distinction entre secteur public et secteur privé et quelle est l'importance de cette distinction ou de cette opposition? Comment s'établit la hiérarchie entre les cadres des deux secteurs et éventuellement des sous-secteurs, semi-public, semi-privé, etc.? Quels sont le poids et le rôle de l'Etat dans le processus de formation des cadres de direction et de gestion et comment ont-ils évolué dans les dernières années? Si la tendance au développement des écoles privées est forte et si l'on assiste même dans certains pays comme l'Angleterre à la "privatisation" d'écoles qui étaient auparavant publiques (les écoles polytechniques), cela ne signifie pas pour autant une indépendance et une autonomie totale par rapport aux pouvoirs publics et à l'Etat. Il faudra rechercher à quels niveaux ces écoles privées recherchent ou non une reconnaissance de l'Etat : subventions, diplômes ou titres, recrutement de professeurs, etc.

-Comment et par quelles institutions sont formés les cadres dans les différents pays? Quelle est l'importance relative du champ des institutions d'enseignement supérieur, du champ économique, du champ administratif et du champ politique dans ce processus et quelles relations ces différents champs entretiennent-ils entre eux? Comment s'opère la concurrence entre les différentes instances de formation dépendant plus ou moins étroitement de ces différents champs? Le Portugal où la formation juridique paraît occuper aujourd'hui encore une position privilégiée pour la formation des cadres politiques et administratifs même si les ingénieurs et les économistes sont

[1990-04-10, sid. 6]

6

entrés de façon active dans la concurrence, constitue un cas de figure particulièrement intéressant qui se distingue sensiblement de celui de la Hongrie où les anciennes structures de formation des cadres administratifs et politiques par le Parti communiste se sont effondrées et où on assiste à la création de nombreuses écoles de marketing étroitement liées au champ économique.

-Dans quelle mesure la sélection des cadres dirigeants se fait-elle à l'école et dans quel type d'écoles? Quels sont les critères de sélection utilisés par les différentes institutions de formation dans chaque pays? Ainsi, aux Pays-Bas, le système d'enseignement, le passage par telle ou telle université ou école ne semblent jouer qu'un rôle assez faible dans le processus de recrutement des élites, et en particulier des patrons. Le capital scolaire ne paraît occuper qu'une place relativement faible dans la structure du capital qu'il est nécessaire de détenir pour parvenir aux postes de gestion et de direction (2). Quels sont les différents modes de sélection en concurrence et quels sont les effets propres de cette concurrence? Qu'advient-il dans un pays comme l'Italie où le système d'enseignement universitaire public est dit "ouvert", non sélectif lorsque se constitue un espace privé d'écoles de gestion très sélectif, extrêmement différencié? Ces deux systèmes entrent-ils en conflit pour le contrôle de ce nouvel espace ou tendent-ils à s'ignorer?

-Quel est le contenu de la formation dispensée dans les différentes institutions de formation des cadres? Si la méthode des cas s'est généralisée dans toutes les écoles de gestion, si le développement des méthodes américaines de management est indiscutable, il existe cependant de fortes différences entre les différentes institutions d'un même pays, et entre les différents pays. Il sera par exemple particulièrement intéressant de s'interroger sur la hiérarchie des savoirs et des disciplines, les catégories de jugement, les valeurs d'excellence, les attitudes et les postures inculqués dans les différentes institutions; la place des mathématiques ou de la culture "générale" dans cette formation pourrait constituer un indicateur intéressant.

-Comment sont recrutés les enseignants des institutions de formation des cadres? Quelle est la part respective des universitaires et des hommes d'entreprise? De quel type d'entreprises proviennent les professeurs de gestion ou de management et comment se caractérisent leurs trajectoires? Les enseignants des nouvelles institutions tendent-ils à former un corps stable? L'étude du recrutement et des trajectoires des enseignants est pour l'essentiel à faire : on ne dispose dans ce domaine que d'informations globales.

2- J. Dronkers, The Recruitment of Directors of the Largest Dutch Firms : A Special Case?, in : Research in Social Stratification and Mobility, vol.4, pp.197-216.

[1990-04-10, sid. 7]

7

-Quel est le degré d'ouverture sur l'étranger des différents systèmes d'enseignement et plus largement quel est le degré d'internationalisation de l'économie? C'est, semble-t-il, aux Pays-Bas et en Suède que l'implantation des firmes multinationales est la plus avancée, que la formation des cadres passe le plus par la pratique régulière des langues étrangères, des séjours prolongés à l'étranger, aux Etats-Unis notamment. Quelles sont les conséquences directes et indirectes de cette internationalisation plus ou moins forte sur les modes de sélection et de formation des cadres?

-Quelle est l'importance des demandes et/ou des pressions externes sur la formation des cadres dirigeants? Dans quelle mesure, les demandes externes, notamment celles qui proviennent des entreprises et du champ économique interviennent-elles sur le système de formation des cadres? L'étude entreprise sur les écoles de management en Italie fait apparaître une tendance de plus en plus forte de ces écoles, y compris de celles qui en sont apparemment les plus éloignées, à se rapprocher du pôle économique, et à chercher à répondre aux demandes du champ des entreprises. Mais le mouvement n'est jamais à sens unique : depuis la création du programme ASFOR en 1988, les écoles de management pourraient chercher à se doter des signes extérieurs de la respectabilité ou de la légitimité universitaire.

-Quelle est l'importance des demandes du champ administratif? Comment s'effectue la formation des cadres qui sont plus particulièrement appelés à remplir des fonctions de maintien de l'ordre? Quelle est la position occupée par les écoles d'administration du secteur public par rapport aux écoles de commerce ou de gestion? Le phénomène observé en France de désaffection à l'égard des écoles d'application ou plutôt d'administration du secteur public s'observe-t-il dans les autres pays? Quel est le contenu de l'enseignement dispensé dans ces écoles? La culture des fonctionnaires d'administration constitue-t-elle une culture relativement autonome, à base administrative et juridique ou tend-elle à se rapprocher de celle qui est diffusée dans les écoles de commerce et de gestion?

Réalisation de la recherche

Ce programme de recherches demandera au moins cinq ans pour être mené à bien dans les différents pays, en particulier dans ceux où il n'existe pour le moment ni étude, ni même inventaire des institutions concernées. Le projet présenté ici peut cependant, dans sa première phase, être réalisé en deux ans et on devrait alors être en mesure de présenter un premier bilan des recherches achevées et des recherches restant à entreprendre. 2 ans

Une première réunion de l'ensemble du groupe des chercheurs qui sont engagés dans ce projet aura, à l'automne 1990, pour objectif de préciser et de hiérarchiser les questions qui ont

[1990-04-10, sid. 8]

8

été retenues ici, de définir plus précisément les recherches qui seront entreprises dans chaque pays et qui permettront d'apporter des éléments de réponse à ces questions. Les recherches se poursuivront ensuite de façon différente mais avec les mêmes interrogations et des intérêts communs. Une deuxième réunion du groupe des chercheurs devrait avoir lieu, en juin ou octobre 1991 pour faire le bilan des recherches entreprises, préciser les hypothèses, élaborer des comparaisons et discuter des prolongements des recherches et des publications. Les premiers résultats pourront être publiés sous forme d'articles ou de notes de recherche dans Actes de la recherche en sciences sociales fin 1991 ou début 1992, soit dans un numéro spécial, soit au fur et à mesure de l'avancement des recherches.

Situation du projet par rapport aux autres recherches et à l'appel d'offres du MRT

Le Centre de sociologie européenne bénéficie d'une grande expérience de la recherche sur les institutions d'enseignement supérieur, sur la classe dirigeante et le pouvoir et peut collaborer de façon très étroite avec un réseau de chercheurs et d'équipes tous très intéressés par les perspectives que leur offre la possibilité de cette recherche, sinon comparative, du moins élaborée avec des interrogations et une problématique commune. Une meilleure connaissance des différentes institutions et des modes de formation des cadres devrait apporter une contribution précieuse non seulement à l'étude historique et sociologique des "couches dirigeantes" dans des pays de tradition très différentes, situés à l'Est et à l'Ouest de l'Europe, au Nord et au Sud, mais aussi à l'analyse des facteurs de réussite ou d'échec de politiques commerciales, industrielles ou technologiques communes.

Si on privilégie l'étude des modes de formation des cadres et des institutions, on n'étudiera cependant pas ces institutions ou ces futurs cadres de façon isolée, mais on tentera de les situer par rapport aux autres institutions de formation et de reproduction de la classe dirigeante et aux autres fractions de la classe dirigeante, professions libérales, patrons et aussi professeurs ou intellectuels. On s'attachera notamment à l'étude des relations de concurrence ou de complicité objective que les futurs cadres entretiennent avec les autres groupes. Les cadres tendent-ils à se rapprocher ou au contraire à s'éloigner des intellectuels? Dans quelle mesure sont-ils des agents médiateurs, non seulement à l'intérieur des entreprises entre les différents niveaux de la hiérarchie mais aussi entre le champ économique et le champ politique ou le champ intellectuel? Quels sont ceux qui parmi eux sont les plus prédisposés à devenir des "acteurs spécifiquement européens"?

La possibilité de procéder à des comparaisons avec des pays aussi différents que l'Algérie, le Brésil, le Sénégal devrait élargir les perspectives et les interrogations, faire mieux apparaître l'éventuelle homogénéisation des modes de formation des cadres et en même temps les très grandes différences

[1990-04-10, sid. 8]

9

séparant les différents pays, et permettre de s'interroger de façon plus systématique sur les facteurs explicatifs des changements ou de l'inertie des différents systèmes de formation.